

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 05632

Numéro SIREN : 339 379 984

Nom ou dénomination : SAUR

Ce dépôt a été enregistré le 08/07/2022 sous le numéro de dépôt 25801

SAUR

Société par actions simplifiée

11, chemin de Bretagne

92130 Issy-les-Moulineaux

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

KPMG S.A.
Tour EQHO
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense Cedex
S.A. au capital de € 5 497 100
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Deloitte & Associés
Tour Majunga
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

SAUR

Société par actions simplifiée

11, chemin de Bretagne

92130 Issy-les-Moulineaux

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société SAUR

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAUR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 379,0 M€, sont évalués selon les modalités présentées dans le paragraphe « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels.
- Une provision pour renouvellement immobilisations est constituée pour un montant de 77,9 M€ au 31 décembre 2021 selon les modalités présentées dans le paragraphe « Provisions » de l'annexe aux comptes annuels. Elle s'inscrit dans le cadre de la gestion déléguée de services publics et de l'obligation de renouveler les installations de distribution d'eau et d'assainissement afin de les maintenir en l'état.
- Le chiffre d'affaires de votre société est constitué notamment par une estimation au titre des volumes d'eau consommés mais non encore facturés en fin d'année, comme indiqué au paragraphe « Ventilation du chiffre d'affaires » de l'annexe aux comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à s'assurer du caractère approprié de ces méthodes, apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues et vérifier que les notes donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion inclut une estimation du nombre de factures émises non réglées à la date de clôture dont le terme est échu prévue par cet article.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 19 mai 2022

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Bertrand de Nucé



Xavier LEFEVRE

SAUR

**11 Chemin de Bretagne
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX**

Comptes au 31/12/2021

BILAN

Bilan Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	181 895	40 020	141 874	215 957
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	478 799	248 449	230 350	25 305
Fonds commercial	2 579 658	220 000	2 359 658	2 374 599
Autres immobilisations incorporelles	258 652 050	163 109 862	95 542 188	68 305 477
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	7 943 708	3 295 403	4 648 306	4 888 613
Constructions	39 472 636	33 615 401	5 857 236	5 782 236
Installations techniques, matériel, outillage	133 365 591	104 343 725	29 021 865	31 389 791
Autres immobilisations corporelles	254 770 280	184 192 528	70 577 752	72 369 953
Immobilisations en cours	28 615 941		28 615 941	25 036 066
Avances et acomptes	182 833		182 833	424 645
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	697 269 863	318 264 242	379 005 621	365 425 113
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	292 493	104 727	187 765	187 765
Prêts	75 052 445		75 052 445	13 718 811
Autres immobilisations financières	9 558 403		9 558 403	1 602 874
ACTIF IMMOBILISE	1 508 416 594	807 434 358	700 982 236	591 747 206
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	22 697 193	164 182	22 533 011	21 328 138
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	4 316 490		4 316 490	2 018 437
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	927 348 284	44 397 404	882 950 880	870 489 712
Autres créances	165 187 054	6 591 496	158 595 558	284 443 974
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	8 521 738		8 521 738	37 070 137
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	37 884 118		37 884 118	35 609 022
ACTIF CIRCULANT	1 165 954 876	51 153 082	1 114 801 794	1 250 959 420
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	2 674 371 470	858 587 440	1 815 784 030	1 842 706 626

Bilan Passif

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 101 529 000)	101 529 000	101 529 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	10 152 900	10 152 900
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	70 307 063	58 249 505
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	53 986 608	12 057 558
Subventions d'investissement	1 364 051	1 184 691
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	237 339 622	183 173 653
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	26 663 613	30 734 230
Provisions pour charges	108 723 753	125 564 559
PROVISIONS	135 387 367	156 298 790
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	31 657	159 463 607
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	438 246 984	338 115 637
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	208 000 163	200 711 248
Dettes fiscales et sociales	206 476 464	196 160 723
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	16 274 297	29 647 218
Autres dettes	558 375 782	557 586 330
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	15 651 695	21 549 418
DETTES	1 443 057 042	1 503 234 182
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 815 784 030	1 842 706 626

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat - Partie 1

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	948 015 778		948 015 778	907 769 790
Production vendue de services	493 632 029		493 632 029	505 659 058
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 441 647 808		1 441 647 808	1 413 428 849
Production stockée				
Production immobilisée			63 391 172	58 082 482
Subventions d'exploitation			296 458	251 172
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			106 479 235	91 670 206
Autres produits			5 447 806	8 151 358
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 617 262 478	1 571 584 067
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			441 804	12 339
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			7 082 153	10 265 002
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 420 185	-262 377
Autres achats et charges externes			1 102 826 261	1 069 994 651
Impôts, taxes et versements assimilés			18 330 089	22 811 054
Salaires et traitements			213 788 283	207 491 383
Charges sociales			94 024 247	88 529 295
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			49 628 407	40 703 399
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			41 508 612	31 657 075
Dotations aux provisions			9 797 660	8 160 982
Autres charges			21 735 021	20 599 947
CHARGES D'EXPLOITATION			1 557 742 354	1 499 962 751
RESULTAT D'EXPLOITATION			59 520 124	71 621 316
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			12 116 779	3 591 923
Perte supportée ou bénéfice transféré			14 479	7 517
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			16 695 463	17 461
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			68 619	11 172
Autres intérêts et produits assimilés			149 163	133 878
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			3 758 566	10 236 000
Différences positives de change			21 604	11 439
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			20 693 415	10 409 950
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			5 380 000	16 001 000
Intérêts et charges assimilées			3 152 521	3 003 753
Différences négatives de change			17 064	4 097
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			8 549 585	19 008 850
RESULTAT FINANCIER			12 143 830	-8 598 900
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			83 766 254	66 606 822

Compte de résultat - Partie 2

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 968	635
Produits exceptionnels sur opérations en capital	11 029 234	47 145 684
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	24 347 442	16 653 718
PRODUITS EXCEPTIONNELS	35 379 644	63 800 037
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	37 030 256	27 124 135
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 734 109	44 491 180
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	9 120 842	32 839 177
CHARGES EXCEPTIONNELLES	49 885 207	104 454 492
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-14 505 563	-40 654 454
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	4 678 596	3 744 573
Impôts sur les bénéfices	10 595 486	10 150 237
TOTAL DES PRODUITS	1 685 452 316	1 649 385 978
TOTAL DES CHARGES	1 631 465 708	1 637 328 420
BENEFICE OU PERTE	53 986 608	12 057 558

**REGLES, METHODES ET
FAITS SIGNIFICATIFS**

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

MÉTHODES D'ÉVALUATION

Immobilisations Incorporelles

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement ainsi que les frais de recherche et de développement sont pris en charge à 100 % dans l'exercice.

Les logiciels de bureautique acquis à des tiers, dont la valeur d'achat est supérieure à 500 € sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur 1 an prorata temporis. Les autres logiciels et développements informatiques sont amortis linéairement sur une durée comprise entre 3 et 7 ans.

Les fonds commerciaux liés à des contrats représentatifs d'avantages économiques futurs et pouvant être évalués de manière fiable sont inscrits en Fonds de Commerce et amortis de façon linéaire sur la durée du contrat auquel ils sont attachés. Les immobilisations à durée de vie illimitée font l'objet de test de valeur à chaque clôture.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors taxes déductibles. Les frais accessoires non représentatifs d'une valeur vénale sont portés directement en charges dans l'exercice.

Durée de vie :

- Constructions 20 ans
- Agencements 10 ans
- Compteurs 10 ans
- Outillage d'exploitation 4 ans
- Matériel de transport 4 à 6 ans
- Véhicules spécialisés 5 ans
- Micro-informatique 3 ans
- Matériel de bureau 5 ans
- Mobilier de bureau 10 ans

Changement de méthode de comptabilisation de la télérelève à compter du 01/01/2018

Les dépenses liées à la mise en place de la Télé Relève dans le cadre des contrats d'exploitation ont été reclassées d'immobilisations incorporelles en immobilisations corporelles.

Production immobilisée

L'évaluation de la production immobilisée comprend :

> Les dépenses directes :

- achats (y compris matériaux approvisionnés sur le chantier)
- frais de personnel (charges incluses)
- impôts et taxes
- services extérieurs directement liés à la production

> Les prestations internes directement liées à la production.

> Les charges à payer (factures non parvenues, etc....) et/ou charges constatées d'avance.

> Les dépenses de travaux et prestations exécutées par des tiers compte-tenu des régularisations portées aux comptes de charges à payer (factures non parvenues, etc....) ou charges constatées d'avance.

> Une quote-part des frais généraux et amortissements de l'exercice (à l'exception des amortissements dérogatoires).

NOTA : Tous ces éléments sont valorisés HT.

Amortissements

Les amortissements pratiqués à hauteur de l'amortissement linéaire correspondent, compte-tenu de l'activité de l'entreprise, à des amortissements économiquement justifiés.

Amortissements Exceptionnels

Des amortissements exceptionnels, issus de textes fiscaux, sont pratiqués et traités comme tels.

Immobilisations Financières

Les titres de participations et autres titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, sous déduction des dépréciations déterminées à partir de la situation nette des sociétés concernées, éventuellement rectifiées pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés et de leurs perspectives de plus-value, d'activité et de développement. Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation des titres, celle-ci est constatée en résultat.

En outre, des dépréciations des comptes courants, et/ou des provisions pour risques sont constituées en cas d'existence de situations nettes négatives.

Provisions réglementées

Ces provisions sont évaluées conformément aux textes en vigueur.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont comptabilisées à leur encaissement et sont reprises en résultat exceptionnel au rythme des amortissements des immobilisations correspondantes.

Les subventions ayant pour contrepartie des immobilisations non amortissables (ex : terrains) sont amorties linéairement sur 10 ans.

Provisions pour Risques et Charges

Ces provisions sont constituées en fonction de la charge ou du risque à prévoir, résultant d'évènements en cours à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de provisions :

- Provision pour renouvellement
- Provision pour fin de chantier, fin d'affaire et pertes à terminaison
- Provision pour travaux d'entretien différé
- Provision pour litiges
- Provision pour amendes et pénalités
- Provision pour risques complémentaires sur situation nette négative des filiales
- Provision pour amortissements de caducités
- Provision pour avantages au personnel (médailles du travail)
- Autres provisions pour Risques et Charges

Provisions pour Renouvellement

Dans le cadre de la gestion déléguée de services publics, nous sommes amenés à utiliser des installations appartenant aux collectivités locales. Néanmoins, l'entretien, voire le renouvellement de ces équipements peut nous incomber contractuellement en tout ou partie.

L'obligation de renouvellement consiste en l'engagement de procéder au remplacement du bien à l'identique afin de permettre la continuité de l'exploitation ou le maintien d'un niveau de productivité donné.

En fin de contrat, tous ces biens doivent être remis à titre gratuit à la collectivité.

Il existe actuellement 3 clauses contractuelles de renouvellement :

1. Le programme : Le contrat décrit sans équivoque les éléments qui devront avoir été renouvelés, suivant un planning indicatif, avant la fin du contrat.
2. Le compte : Le contrat prévoit un montant annuel de dépenses à engager sur des ensembles précis de biens, sans obligation de renouveler chacun de ces biens.

En programme et en compte, le contrat prévoit en général la restitution, en fin de contrat, par le délégataire des sommes relatives aux éléments non renouvelés (programme) ou aux sommes non dépensées (compte). Il y a obligation de moyens.

D'un point de vue comptable, l'obligation est linéarisée sur la durée du contrat. A chaque arrêté, les dépenses cumulées engagées sont comparées à cette obligation au stade. Les retards sont provisionnés, et si les dépenses réelles totales n'excèdent pas l'obligation totale, les avances sont reprises en charges constatées d'avance.

3. La garantie : Le contrat stipule que le délégataire assure à ses risques et périls le remplacement des biens dont le

renouvellement est à sa charge sans être déjà prévu en programme ou en compte.

Lorsque l'obligation de renouvellement relève de la garantie, le délégataire dote une provision linéairement sur la durée de vie prévisionnelle du bien, dans la mesure où son renouvellement est prévu avant la fin du contrat. Aucune restitution ne peut être prévue. Il y a une obligation de résultat.

Il est possible sur un contrat de combiner le programme, le compte et la garantie.

Modalités comptables retenues à compter du 1er avril 2008

- le retard pris au cours de l'exercice sur le montant annuel linéaire devant être dépensé, est comptabilisé en " 6051xx – Charges à payer de renouvellement " avec contrepartie au passif en " 4433xx - Dettes aux collectivités - Renouvellement ".

Provisions pour Pertes à Terminaison

Les marchés de travaux signés non encore démarrés ainsi que les chantiers en cours d'exécution, dont la marge brute fin de chantier est négative, font l'objet de provisions pour Perte à Terminaison.

Pour les chantiers en cours d'exécution, cette provision est reprise au fur et à mesure du dégagement de la marge négative au stade.

Provisions pour avantages au personnel

Les avantages au personnel comptabilisés concernent les primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté.

La provision correspond aux versements probables liés aux salariés présents dans l'entreprise, en prenant en compte les gratifications qui risquent d'être versées et un taux d'actualisation.

La société procède également à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite pour l'ensemble de son personnel à la clôture de chaque exercice selon « la méthode des unités de crédit projetées » qui tient compte du statut, de l'âge, de l'ancienneté acquise, de la probabilité de présence à la date de départ en retraite, des salaires et primes majorés d'un coefficient de charges sociales patronales, d'un taux d'inflation, d'un taux de revalorisation des salaires et d'un taux d'actualisation.

Ce traitement se traduit par une information dans les engagements hors bilan de l'annexe.

Dépréciation des éléments d'actif

Ces dépréciations traduisent la constatation, en fin d'exercice, d'une baisse de l'évaluation des éléments d'actif par rapport à la valeur nette comptable.

Leur estimation découle de la valeur d'inventaire déterminée en fonction d'éléments connus à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de dépréciations :

- Dépréciation des immobilisations
- Dépréciation des créances rattachées à des participations
- Dépréciation des stocks
- Dépréciation des créances
- Etc...

Evaluation des stocks

Les stocks sont valorisés frais d'approche inclus au coût moyen pondéré lorsque les matériels stockés ne sont pas identifiables, au coût réel d'entrée en stock lorsqu'il s'agit d'éléments identifiables (appareils dotés d'un numéro de série).

Dettes et Créances en Monnaies Etrangères

Emprunts - Prêts - Factures fournisseurs et clients - Créances et dettes diverses :

L'évaluation de ces dettes et créances est effectuée sur la base du dernier cours de change précédant la date d'arrêt.

La différence constatée entre cette évaluation et le montant comptabilisé est directement inscrite à des comptes transitoires figurant au bilan.

La perte latente éventuelle est provisionnée à 100%.

Disponibilités libellées en monnaies étrangères

L'évaluation est faite sur la base du dernier cours de change précédant la date d'arrêt.

La différence constatée entre cette évaluation et le montant comptabilisé est directement inscrite à des comptes de résultat (perte ou gain de change).

Travaux d'entreprise

La méthode comptable utilisée pour comptabiliser le chiffre d'affaires et la marge des chantiers de construction est la méthode de l'avancement.

Elle est basée sur un taux d'avancement financier du chantier, c'est à dire sur le rapport entre les coûts des travaux exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution à la fin du chantier.

Transferts de charges

Les comptes 791 – Transferts de charges – sont ventilés en fonction de la nature de la charge transférée. Ces comptes de produits constatent des remboursements de charges de personnel, des sinistres et les transferts en charges exceptionnelles.

Résultat exceptionnel

Il constate les éléments constitutifs du résultat qui en raison de leur nature, de leur montant ou de leur fréquence ne peuvent être considérés comme faisant partie du résultat d'exploitation de la société.

En 2021, il est principalement constitué des coûts de restructuration relatifs aux plans de réorganisation et de productivité, ainsi que des dépenses d'acquisitions de sociétés.

Crédit d'Impôt Recherche

Les comptes présentés font état d'un Crédit d'Impôt Recherche de 885K€ au titre de l'exercice 2020.

Fiscalité

Notre société est intégrée dans un périmètre d'intégration fiscale dont la société tête de groupe est :

HIME

11, Chemin de Bretagne

92130 ISSY LES MOULINEAUX

Consolidation

Notre société qui fait partie du périmètre de consolidation du Groupe HIME est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de celui-ci.

En application du Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes n'est pas communiquée dans cette annexe car elle est fournie dans l'annexe des comptes consolidés du groupe HIME.

Sous réserve de ce qui est dit précédemment, les principes retenues ainsi que les règles appliquées sont, dans leur ensemble, identiques à ceux connus jusqu'alors et ne font pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre, des postes du Bilan et du Compte de Résultat.

FAITS SIGNIFICATIFS

Réorganisation de l'Eau en France

L'activité d'Eau en France demeure très concurrentielle, avec un marché soumis à des tensions sur les prix. Afin de renforcer la compétitivité de Saur, une réorganisation a été initiée au mois de novembre 2020 qui vise notamment à (i) améliorer l'expérience clients et la qualité de service perçue et (ii) adapter la structure des coûts supports.

Dans ce contexte, un plan de départ volontaire sous la forme d'une Rupture Conventionnelle Collective (RCC) a fait l'objet d'un accord signé avec les organisations syndicales représentatives. Environ 100 personnes remplissant les conditions d'éligibilité ont vu leur demande de RCC acceptée.

Un deuxième dispositif de Gestion prévisionnelle des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) permettant de construire un accord adapté aux réalités et aux besoins de SAUR et de sécuriser les parcours professionnels (internes ou externes) des salariés a été signé en mars 2021 pour une période de trois années.

Opérations sur titres

La société a procédé en 2021 à la recapitalisation de certaines de ses filiales détenues à 100% par conversion en capital du compte courant. Il s'agit des filiales :

- Cise Réunion, avec une recapitalisation de 4 000 milliers d'euros
- EVJ pour 1 018 milliers d'euros
- GEM pour 3 434 milliers d'euros
- Sudeau pour 2 065 milliers d'euros

Du côté des cessions de titres :

- Les 1 000 titres détenus (soit 40% du capital) dans la société Bayol ont été cédés
- L'intégralité des titres de la filiale Saur Industrie France (soit 10 673 titres représentant 100% du capital) ont été cédés à la société Nijhuis Saur Industries BV (NSI BV), elle-même détenue à 95% par Saur SAS, en échange de 9 187 000 titres de NSI BV, et ce dans le but de regrouper les sociétés opérant dans les industries de l'eau

Enfin, la société SNC Les Collines a été liquidée en 2021.

Evènement post-clôture

Nouvelle identité visuelle

Le Groupe a communiqué le 7 février 2022 une nouvelle identité visuelle visant à soutenir le projet d'entreprise du Groupe et son engagement pour mobiliser l'ensemble des acteurs pour économiser et préserver la ressource en eau. Cette nouvelle identité s'accompagne d'une signature de marque, « Mission Water ».

**INFORMATIONS SUR LE
BILAN ET LE RESULTAT**

Actif immobilisé

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	219 617		-37 722
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	219 279 720		46 100 358
Terrains	8 823 543		47 146
Dont composants			
Constructions sur sol propre	17 828 504		875 511
Constructions sur sol d'autrui	2 421 683		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	18 411 807		518 628
Install. techniques, matériel et outillage ind.	130 935 504		6 483 345
Installations générales, agenc., aménag.	167 605 596		16 177 306
Matériel de transport	43 330 024		4 319 438
Matériel de bureau, informatique, mobilier	32 516 121		2 567 790
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	25 036 066		5 573 910
Avances et acomptes	424 645		-117 121
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	447 333 493		36 445 952
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	680 922 805		19 704 167
Autres titres immobilisés	292 493		
Prêts et autres immobilisations financières	15 321 685		81 552 827
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	696 536 983		101 256 994
TOTAL GENERAL	1 363 369 813		183 765 582

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			181 895	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		3 669 571	261 710 507	
Terrains		926 980	7 943 708	
Constructions sur sol propre		35 925	18 668 090	
Constructions sur sol d'autrui		460 179	1 961 505	
Constructions, installations générales, agenc.		87 393	18 843 042	
Installations techn., matériel et outillages ind.		4 053 258	133 365 591	
Installations générales, agencements divers		960 422	182 822 481	
Matériel de transport		3 539 007	44 110 455	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		7 246 565	27 837 345	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		1 994 036	28 615 941	
Avances et acomptes		124 691	182 833	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		19 428 456	464 350 989	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		3 357 110	697 269 863	
Autres titres immobilisés			292 493	
Prêts et autres immobilisations financières		12 263 664	84 610 848	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		15 620 774	782 173 204	
TOTAL GENERAL		38 718 801	1 508 416 594	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	3 660	36 445	85	40 020
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	148 574 338	15 014 688	10 714	163 578 312
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	148 577 999	15 051 132	10 799	163 618 332
Terrains	3 934 931	282 692	922 220	3 295 403
Constructions sur sol propre	16 003 630	349 656	31 169	16 322 117
Constructions sur sol d'autrui	1 860 193	93 417	460 179	1 493 431
Constructions installations générales, agenc., aménag.	15 015 935	857 116	73 199	15 799 852
Installations techniques, matériel et outillage industriels	99 545 713	8 339 169	3 541 156	104 343 725
Installations générales, agenc. et aménag. divers	106 601 710	19 806 965	907 170	125 501 505
Matériel de transport	35 823 127	2 692 131	3 403 525	35 111 734
Matériel de bureau et informatique, mobilier	28 656 950	2 156 129	7 233 789	23 579 289
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	307 442 189	34 577 275	16 572 407	325 447 057
TOTAL GENERAL	456 020 187	49 628 407	16 583 206	489 065 389

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	8 102 232	3 950 034	4 280 536	7 771 730
Provisions pour garanties données aux clients	1 375 000		1 195 000	180 000
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	8 833 910		1 158 386	7 675 524
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations	82 311 018	748 100	5 183 541	77 875 577
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	9 864 842	5 612 886	5 506 100	9 971 628
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	45 811 788	9 016 640	22 915 521	31 912 907
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	156 298 790	19 327 660	40 239 083	135 387 367
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	315 497 692	3 192 000	425 450	318 264 242
Dépréciations autres immobilis. financières	104 727			104 727
Dépréciations stocks et en cours		164 182		164 182
Dépréciations comptes clients	48 720 060	42 668 525	46 991 181	44 397 404
Autres dépréciations	6 591 496			6 591 496
DEPRECIATIONS	370 913 976	46 024 707	47 416 631	369 522 051
TOTAL GENERAL	527 212 766	65 352 367	87 655 714	504 909 418
Dotations et reprises d'exploitation		51 306 272	59 549 707	
Dotations et reprises financières		5 380 000	3 758 566	
Dotations et reprises exceptionnelles		8 666 094	24 347 442	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

JUSTIFICATIONS DE L'UTILISATION DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

RUBRIQUES	Reprise Exploitation	Reprise Financière	Reprise Exceptionnel	TOTAL REPRISES
Provisions autres litiges	329 143			329 143
Provisions litiges avec le personnel	165 103		3 075 000	3 240 103
Provisions franchises accidents	711 290			711 290
Provisions pour litiges	1 205 536	0	3 075 000	4 280 536
Provisions pour garanties	95 000		1 100 000	1 195 000
Provisions pour avantage au personnel durant l'emploi	1 158 386			1 158 386
Provision pour renouvellement MEM garantie	5 183 541			5 183 541
Provisions pour entretiens différés	5 506 100		0	5 506 100
151600 - Provisions risques filiales NC		3 333 116		3 333 116
158000 - Autres provisions pour charges NC	1 835 380		16 067 026	17 902 406
151800 - Autres provisions pour risques NC	0		1 680 000	1 680 000
158002 - Provisions charges de fin de chantier Ct	0			0
Autres provisions pour risques et charges	1 835 380	3 333 116	17 747 026	22 915 522
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	14 983 943	3 333 116	21 922 026	40 239 085
Dépréciation titres de participations		425 450		425 450
Dépréciation comptes clients	44 565 765		2 425 416	46 991 181
DEPRECIATIONS	44 565 765	425 450	2 425 416	47 416 631
TOTAL GENERAL	59 549 708	3 758 566	24 347 442	87 655 716

Utilisation de la provision	Provision devenue sans objet	TOTAL UTILISATIONS
216 805	112 338	329 143
2 955 946	284 157	3 240 103
643 180	68 110	711 290
3 815 931	464 605	4 280 536
1 178 999	16 001	1 195 000
0	1 158 386	1 158 386
5 183 541	0	5 183 541
2 847 949	2 658 151	5 506 100
3 333 116	0	3 333 116
7 464 240	10 438 166	17 902 406
710 045	969 955	1 680 000
0	0	0
11 507 401	11 408 121	22 915 522
24 533 821	15 705 264	40 239 085
425 450		425 450
46 991 181		46 991 181
47 416 631	0	47 416 631
71 950 452	15 705 264	87 655 716

Relations avec les entreprises liées

NATURE	MONTANTS
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	
Participations	696 269 863
Créances rattachées à des participations	
Prêts	71 996 526
Autres	
CREANCES	
Avances et acomptes versés sur commandes	
Créances clients et comptes rattachés	18 541 437
Autres créances	69 085 997
Capital souscrit appelé, non versé	
PASSIF	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 428 732
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	18 132 169
ELEMENTS FINANCIERS	
Produits de participation	26 832 463
Autres produits financiers	215 895
Charges financières	
Dépréciations des immobilisations financières (dotations - reprises)	2 766 550
Autres provisions pour risques financiers (dotations - reprises)	2 188 000

Charges à payer et produits à recevoir

CHARGES A PAYER	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT CHARGES A PAYER
DETTES FINANCIERES	31 657	
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs et comptes rattachés	208 000 163	164 675 964
Dettes fiscales et sociales	206 476 464	86 934 530
Autres dettes d'exploitation	542 032 149	386 671 002
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	16 274 297	14 041 493
Dettes fiscales		
Autres dettes diverses	16 343 632	
TOTAL TTC	989 158 362	652 322 989
A déduire : TVA sur factures non parvenues et avoirs à établir		26 143 853
TOTAL HT	989 158 362	678 466 842

PRODUITS A RECEVOIR	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT PRODUITS A RECEVOIR
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	84 610 848	75 052 445
CREANCES D'EXPLOITATION		
Clients et comptes rattachés	927 348 283	758 920 721
Autres créances d'exploitation	96 101 057	392 946
CREANCES DIVERSES	69 085 997	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		
DISPONIBILITES		
TOTAL TTC	1 177 146 185	834 366 112
A déduire : TVA sur CA sur factures à établir et avoirs non parvenus		47 778 542
TOTAL HT	1 177 146 185	882 144 654

Charges et produits constatés d'avance

	CHARGES	PRODUITS
Charges ou produits d'exploitation	37 884 118	15 651 695
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	37 884 118	15 651 695

Echéances des créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	75 052 445	12 699	75 039 745
Autres immobilisations financières	9 558 403		9 558 403
Clients douteux ou litigieux	88 981 865	88 981 865	
Autres créances clients	838 366 418	838 366 418	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	596 876	596 876	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	497 619	497 619	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	69 968 670	69 968 670	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	392 946	392 946	
Etat, autres collectivités : créances diverses	12 935 329	12 935 329	
Groupe et associés	66 161 249	66 161 249	
Débiteurs divers	14 634 366	14 634 366	
Charges constatées d'avance	37 884 118	37 884 118	
TOTAL GENERAL	1 215 030 304	1 130 432 155	84 598 149

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	70 720 089
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	46 618
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	31 657	31 657		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	208 000 163	208 000 163		
Personnel et comptes rattachés	53 480 170	53 480 170		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	45 081 604	45 081 604		
Etat : impôt sur les bénéfices	302 180	302 180		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	95 274 404	95 274 404		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	12 338 105	12 338 105		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	16 274 297	16 274 297		
Groupe et associés	16 343 633	16 343 633		
Autres dettes	542 032 149	542 032 149		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	15 651 695	15 651 695		
TOTAL GENERAL	1 004 810 058	1 004 810 058		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	100 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	258 000			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Créances et dettes représentées par des effets de commerce

POSTES DU BILAN	MONTANTS
- Avances et acomptes versés sur commandes	
- Clients et comptes rattachés	12 514
- Disponibilités	
- Avances et acomptes reçus sur commandes	
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	

Impositions différées

NATURE	Début de l'exercice		Variations		Fin de l'exercice	
	ACTIF (1)	PASSIF (2)	Augmentations	Diminutions	ACTIF (1)	PASSIF (2)
PROVISIONS REGLEMENTEES						
- Amortissements dérogatoires						
- Provisions pour investissement						
CHARGES NON DEDUCTIBLES TEMPORAIREMENT						
- Congés payés						
- Participation des salariés	1 414 573		1 021 479	1 414 573	1 021 479	
- Organic	2 269 405		2 397 564	2 269 405	2 397 564	
- Effort de construction						
- Compte Epargne Temps	11 821 601		1 131 861		12 953 461	
- Autres provisions non déductibles						
- Plus-values de fusion						
TOTAL	15 505 579		4 550 904	3 683 978	16 372 504	

(1) Charge fiscale déjà payée : situation fiscale différée active

(2) Charge future d'impôt : situation fiscale différée passive

Les montants retenus concernent les bases d'imposition. Pour obtenir les impôts correspondants, il convient d'y appliquer les taux d'imposition appropriés.

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

RUBRIQUES	DOTATION	REPRISE	MONTANT
RESULTAT DE L'EXERCICE			53 986 608
Impôts sur les bénéfices			11 616 728
RESULTAT AVANT IMPOT			65 603 336
- Provision pour investissements			
- Provisions sur immobilisations			
- Provisions sur autres actifs			
- Amortissements dérogatoires			
- Provision spéciale de réévaluation			
- Plus-values réinvesties			
- Autres évaluations dérogatoires			
TOTAL			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES AVANT IMPOT			65 603 336

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	4 854 483			
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		183 173 653
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		183 173 653
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		179 360
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		53 986 608
	SOLDE	54 165 968
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		237 339 622

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
EAU ET ASSAINISSEMENT	1 241 961 335		1 241 961 335	1 219 896 657	1,81 %
TRAVAUX	171 808 751		171 808 751	159 963 819	7,40 %
AUTRES PRESTATIONS	27 877 722		27 877 722	33 568 373	-16,95 %
TOTAL	1 441 647 808		1 441 647 808	1 413 428 849	2,00 %

**ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET AUTRES INFORMATIONS**

INFORMATIONS SUR LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES et PARTICIPATIONS	INFORMATIONS FINANCIERES	CAPITAL	QUOTE-PART DE CAPITAL DETENU	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRETS ET AVANCES CONSENTIS ET NON REMBOURSES	CAUTIONS ET ET AVALS DONNES PAR LA SOCIETE	CHIFFRES D'AFFAIRES HT DE L'EXERCICE	RESULTAT : BENEFICE OU PERTE DE L'EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIETE DANS L'EXERCICE	OBSERVATIONS
				BRUTE	NETTE						
A - RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS CI-DESSOUS											
1 - Filiales (détail) capital détenu > 50%											
FRANCE											
ACCM ASSAINISSEMENT		100 000	100,00%	100 000	100 000			5 241 675	189 668		
ACCM EAU		200 000	100,00%	200 000	200 000			5 629 558	438 843		
AGGLOPOLE PROVENCE ASSNT		200 000	100,00%	200 000	200 000			6 890 562	(309 437)		
ALLIANCE ENVIRONNEMENT HOLDING		9 586 549	96,40%	21 107 663	21 107 663			2 340 000	2 170 000		
ASUR ANALYSE MESURES		8 000	100,00%	708 000	708 000			2 248 240	71 914		
BIOVALOR		100 000	100,00%	1 165 678	1 165 678			815 245	148 626		
BLUE GREEN EUROPEAN HOLDING		20 040 162	100,00%	35 817 877	9 050 877				(1 352 862)		
CALITI		850 594	51,00%	433 803	433 803				(51 323)		
CBSE		3 506 000	50,00%	1 753 164	1 753 164				44 933		
SAUR GUADELOUPE		1 067 140	100,00%	3 763 722				6 403 953	(1 075 650)		
CIE DES EAUX DE ROYAN		1 792 000	76,36%	21 518 089	12 918 089			22 312 139	1 142 489		
CIE DINARDAISE DES EAUX		15 000	99,90%	15 214	15 214			(36 870)			
CISE REUNION		152 440	100,00%	16 484 873	9 984 873			35 914 948	1 960 158		
CISE TP		463 712	100,00%	10 568 046	-			81 495 635	813 572		
EAUX DE DINAN ASSAINISSEMENT		320 000	60,00%	192 000	-			4 215 679	(144 186)		
EAU DE GARONNE		300 000	100,00%	300 000	300 000			21 188 735	750 312		
ECCOSTATION		50 000	100,00%	50 000	50 000			15 163 889	1 257 202		
EVJ - SCET		30 510	100,00%	1 026 239	1 018 278			1 996 835	(22 183)		
FINPEX		973 800	100,00%	1 768 409	1 328 409				87 967		
GEM - Gestion des Eaux de Montauban		100 000	100,00%	3 533 900	533 900			5 426 831	61 791		
GESAV - Gestion des Eaux de Valenciennes		100 000	100,00%	100 000	100 000			17 024 015	468 948		
GRIMHOLD		200 000	100,00%	200 000	200 000				49 055		
HYDROSERVICE DE L'OUEST		225 000	100,00%	564 125	564 125			6 253 446	144 509		
ALLIANCE NOUVELLE AQUITAINE		400	100,00%	2 618 792	1 000 000			2 390 649	63 310		
MARNEO		500	100,00%	50 000	50 000			13 041 649	101 007		
ODANA		50 000	100,00%	50 000	50 000			647 324	(20 759)		
SAINT AFFO		300 000	55,00%	165 000	165 000	673 471		1 341 415	58 036		
SATGE		40 000	100,00%	5 000 665	5 000 665			15 943 106	1 864 631		
SAUREA		2 365 000	99,99%	2 364 878	2 364 878				309 000		
SAUR DERICHEBOURG AQUA		4 000	51,00%	1	1			3 580 502	(1 543 440)		
SAUR INTERNATIONAL		15 000 000	100,00%	333 843 460	124 529 460			3 942	(5 574 461)		
SAUR LOISIRS		8 000	100,00%	8 000	-				(191 717)		
SAUR RELAIS		1 500	99,00%	1 509	1 509	70 000 000			11 998 709		
SE3R (Service des eaux des 3 Rivières)		50 000	100,00%	50 000	50 000			10 934 605	1 016 994		
SEBRIE		38 000	65,00%	175 939	175 939						
SEDDUD		1 064 000	50,00%	358 617	358 617				30 221		
SEMOP O'PERIGORD NONTRONNAIS		300	60,00%	180 000	180 000				2 499 961		
SEPIG		150 000	89,77%	9 797 420	4 500 020				9 112 050		
SAUR SMART WATER		5 000	100,00%	5 000	5 000				(73 218)		
SAUR MARTINIQUE		445 580	100,00%	1 847 209	-			5 745 875	(1 108 639)		
STEREAU		5 000 000	100,00%	73 750 000	34 000 000			42 740 945	3 786 529		
SUDEAU		200 000	100,00%	2 264 989	2 064 989			19 785 288	(74 475)		
TECHNI-VISION		1 000	100,00%	446 893	94 893			483 255	(45 838)		
TERRE DES 3 FRERES		100 000	100,00%	100 000	100 000			1 173 611	420 021		
ETRANGER											
NIJHUIS SAUR INDUSTRIES BV (NSI BV)		130 218 306	95,29%	130 218 305	130 218 305	1 323 056		-	(7 483 000)		
2 - Participations (détail) 10% < capital < 50%											
FRANCE											
CORREZE ENERGIES RENOUVELABLES		225 000	12,00%	27 000	27 000						
ENTENTE ORLEANAISE		169 860	17,58%	39 312	39 312						
SEMILOM		480 000	24,17%	110 526	110 526						
STE DES EAUX DU HAUT BUGEY		50 000	19,90%	9 950	9 950						
ETRANGER											
EMALSA		28 248 000	33,00%	11 214 749	11 214 749			53 691 000	15 481 000		
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES OU PARTICIPATIONS											
3 - Filiales											
a - filiales françaises				150	150						
b - filiales étrangères				996	996						
4 - Participations											
a - dans sociétés françaises				331 504	238 193						
b - dans sociétés étrangères											

(1) Dans la Devise Locale
(2) En Euros

Rémunération des organes de direction et des dirigeants

Rubriques	Organes		
	Administration (1)	Direction (2)	Surveillance (3)
- Avances allouées	N E A N T		
- Crédits alloués			
- Rémunérations allouées (4)			

(1) Conseil d'Administration, Gérant majoritaire ou minoritaire, Associés de Société en Nom Collectif, Membres de Société En Participation et Société de fait

(2) Président-Directeur Général

(3) Conseil de Surveillance

(4) La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas indiquée, conformément au décret n° 94-663, car elle conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

Engagements hors bilan

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	75 671 998
Engagements en matière de pension	40 297 928
Autres engagements donnés	18 050 000
- Garantie en faveur de SAUR GLASGOW SERVICES	10 500 000
- Garantie maison-mère en faveur de la flotte de véhicule	1 050 000
- Contre-garantie bancaire pour le compte de GESTAGUA	6 000 000
- Contre-garantie bancaire pour une filiale en Colombie	500 000
TOTAL	134 019 926

SAUR

Société par actions simplifiée au capital de 101.529.000 €
Siège social : 11 chemin de Bretagne, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
339 379 984 - R.C.S. NANTERRE

DECISIONS DES ASSOCIES DU 16 JUIN 2022

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

DECISION D’AFFECTATION DU RESULTAT

L’Associé Unique, après avoir constaté l’existence d’un bénéfice net de 53.986.608,38 €, décide de l’affecter de la façon suivante :

- Bénéfice de	53.986.608,38 €
Auquel s’ajoute le report à nouveau antérieur créditeur de	70.307.062,51 €
<hr/>	
- Soit un montant distribuable de	124.293.670,89 €
- Distribution d’un dividende de	65.535.520,50 €
Soit un montant de de dividende de 13,50 € par action.	
- Le solde affecté en report à nouveau	58.758.150,39 €

Conformément aux dispositions légales, l’Associé Unique prend acte de ce qu’il a été distribué au titre des trois derniers exercices les dividendes suivants (en euro par action libérée) :

EXERCICES	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
DIVIDENDE (en €) par action	0	0	18,65

Certifié conforme,

Le Président

DocuSigned by:
 **Patrick BLETHON**
5C4D91A49FB0479...